

# Le Pavé dans le Lac

L'information citoyenne de Putanges le Lac et alentours



## Édito

Bonjour et bienvenue dans ce second numéro du pavé dans le lac.

Nous avons reçu beaucoup de messages et de courriers suite au premier numéro. Merci pour toutes vos remarques et commentaires. Ce journal est indépendant, rédigé de manière collective et collaborative.

Le premier numéro était volontairement critique face au bilan de la municipalité. On a pu nous reprocher d'être imprécis. Nous récupérons nos informations par tous les moyens dont nous disposons : presse, observations, discussions de terrain, demandes de documents administratifs, etc. Et bien entendu, nous repréciserons notre propos autant de fois que nécessaire pour nous rapprocher de la réalité des faits.

Quant à salir les élus, malheureusement ils s'en chargent eux même par leurs paroles -et leurs silences-, par leurs actions -ou leur inaction-. Nous ne faisons ici que porter une écoute et un regard sur la vie de la commune pour vous relater nos constats.



Les habitants, quant à eux n'ont-ils pas été aussi salis par le refus de la majorité des conseillers municipaux (à l'exception de trois d'entre eux) de procéder au référendum d'initiative locale qu'ils avaient demandé par voie de pétition, conformément à la loi ?

Ces Citoyens avaient en pleine conscience, offert une porte de sortie par le haut aux élus englués dans leur décision stupide de mettre 21 caméras à Putanges pour 237 000 euros TTC. Cette porte leur a été claquée au nez, de la manière la plus insultante qui soit.

Mais tout n'est pas perdu. Le dialogue peut reprendre, si Monsieur le Maire accepte de discuter avec l'ensemble de la population de Putanges Le Lac. Si les courriers ne sont pas ignorés, si les associations sont consultées sur ce qui impacte leur quotidien et si la municipalité œuvre pour les habitants, et pas contre eux.

Dans ce numéro, nous exposerons nos pistes et propositions pour tendre vers une commune plus démocratique. Nous ferons un point évidemment sur l'installation des caméras, et en particulier celles installées au lac.



## Des kayaks à l'inauguration des aménagements du lac

Le 12 juillet, le collectif VEP est venu rappeler son désaccord avec le projet d'installation de caméras et redire haut et fort notre exigence de vie démocratique, lors de l'inauguration de ce qu'il faut bien appeler le "gouffre financier du lac". (Nous le payons déjà : une augmentation de 100, 200, 300 euros d'impôts fonciers en 2023 !..)

Il est 15h00. C'est l'effervescence sur la rive. Nous pagayons, arrivons devant l'évènement people local, peinons à stabiliser nos embarcations. Nous pouvons enfin déployer nos banderoles en toute tranquillité :

- "Souriez vous êtes filmés" !
- et "Stop à la médiocratie" !

Des "punchlines" sont criées au mégaphone à l'intention des élus les plus "importants".

Citons le Président de la région Normandie "Morin, spécialiste du chantage à la subvention"...

ou encore "Sherif Grandin, mister fake news"... suite à ses déclarations disproportionnées de dégradations aux abords du lac.

Nous avons pu comparer un traitement différent de l'information face à notre action, relatée de manière importante par le Journal de l'Orne et l'Orne Combattante, mais complètement ignorée par Ouest France.

Est-ce que des pressions sont exercées sur la rédaction du journal pour taire notre action citoyenne ?...

Nous avons eu de très bon retours sur cette action tout à la fois "bon enfant" et prêtant à rire, Un peu de déconvenue pour cette poignée d'élus rivalisant d'auto-congratulations et d'autoflatteuses tellement convenues....

Nul doute que nous devons renouveler ce genre d'action. N'hésitez pas à nous faire part de vos idées !



Des caméras nous filment au lac. Et à qui ça rapporte ?...



Depuis Juillet, des caméras sont installées au bord du lac, et vous filment pendant que vous vous baignez, vous vous détendez, ou mangez votre glace.

Nous ne reviendrons pas sur les mensonges diffusés via la presse locale pour faire adopter en urgence la mise en place de ces caméras. Voici plutôt les aspects encore plus sombres de cette installation.

Lors de l'inauguration du lac, le 12 juillet, marchait dans les pas des Officiels, Mr Alain Pelleray, directeur de Cabinet de M Christophe de Ballore, le Président du Conseil Général de l'Orne. Il fut aussi directeur de Cabinet d'Alain Lambert, ancien président du conseil départemental, et fut remplacé un temps par.... Sébastien Leroux (1) !

M Pelleray, est par ailleurs actionnaire à 25% d'une société dirigée par son fils, Thibaut Pelleray. Nous connaissons bien à Putanges les camionnettes à l'enseigne de cette société "WiConnect", spécialisée dans les réseaux informatiques sans fil, principalement pour les collectivités. Cette société vend et installe entre autre des caméras de surveillance(2). Il se trouve par un curieux hasard, que c'est cette société qui a été choisie pour l'installation des caméras du lac, sans aucune mise en concurrence, comme l'attestent les documents reçus de la mairie.

Déjà en 2016 ces pratiques douteuses par des élus proches du conseil départemental en faveur de WiConnect étaient dénoncées par René Hamel (3). Huit ans plus tard, rien ne semble avoir changé...

Finalement, On est en droit de penser que tout ce projet de caméras n'est qu'un prétexte pour créer un marché supplémentaire à la société WiConnect et à "l'ami Alain Pelleray". Si cette installation si chère à la municipalité se fait, nous surveillerons de près l'attribution des marchés.

(1) Alain Pelleray, 25 ans de vie commune, Blog d'Alain Lambert : <https://www.alain-lambert.org/2016/04/alain-pelleray-25-ans-de-vie-commune/>

(2) <https://www.wiconnect.fr/infrastructure-equipements-reseaux/>

(3) Du journalisme d'amitiés, à l'investigation du lanceur d'alertes, Tribune de René Hamel sur le blog de Mediapart : <https://blogs.mediapart.fr/rene-hamel/blog/180316/du-journalisme-d-amities-l-investigation-du-lanceur-d-alertes>

## Les activités du Local Jeune

Depuis un an, le local jeunes accueille les adolescents de la commune et leur propose diverses activités. Solène, animatrice, est dynamique et s'évertue à proposer des contenus diversifiés et de qualité aux jeunes putangeois. Depuis quelques semaines le local a élu domicile au sein du collège.

Dans les activités notables, on a pu voir la réalisation d'un court-métrage en partenariat avec le Kino Caen (1). De l'écriture au montage, en passant par le jeu des jeunes acteurs, tout est d'un professionnalisme bluffant ! Allez le voir, il est disponible gratuitement sur la plate forme Youtube.



On peut aussi citer l'organisation du festival ACTI'VOLT en aout dernier, qui fut un succès pour sa première édition.

Bravo à Solène pour tout son travail, et à tous les jeunes de Putanges.

Bien loin de l'image de délinquants fainéants que certains voudraient faire passer comme procès à la jeunesse, l'activité du Local Jeune montre que bien des ados se bougent et s'engagent.

Même si dire cela c'est un peu enfoncer une porte ouverte : C'est vous l'Avenir. Continuez comme cela !

## Libérer la démocratie locale

Notre collectif VEP ("Vivre Ensemble à Putanges") s'est constitué face à l'implantation de 21 caméras pour 237 000 Euros. Mais nous pensons que cette décision absurde n'est que le révélateur d'un souci plus profond et plus grave.

Un petit nombre de personnes élues pour une durée déterminée, décide de tout, sans possibilité de révocation par les électeurs, et donc en toute impunité. Un archaïsme organisationnel bien loin des "horizons démocratiques". Un pouvoir aux mains de quelques individus, à l'image de notre société très individualiste qui laisse la part belle au "copinage", au clientélisme, voire à la corruption...

Imaginez que vous embauchiez un jardinier avec l'obligation de faire un contrat de 6 ans, renouvelable. Pendant ces 6 ans, le jardinier peut faire ce qu'il veut, comme il veut, acheter les outils qu'il veut avec votre argent. Si il décide d'acheter avec vos sous un bulldozer et qu'il bétonne tout votre jardin, vous n'avez rien à dire : Vous pourrez uniquement le virer à la fin du contrat, et à condition qu'un autre jardinier se présente, avec une nouvelle promesse, qu'il ne tiendra peut être pas...

Une vraie Démocratie (le pouvoir du peuple par le peuple pour le peuple) ne peut pas être représentative (déléguée à des représentants). Les deux mots ne peuvent aller ensemble. La Démocratie ne peut être que directe. Et la seule question qui mérite d'être posée c'est : Comment l'organiser ?

Un des préalables est que chacun prenne conscience que déléguer sa parole, son pouvoir à un élu revient à les perdre. -Non seulement nous avons délégué de plus en plus de notre pouvoir aux élus, mais pire, à des personnes que nous n'élistons même pas ! (Sénateurs, conseillers communautaires, préfets, etc...)-.

Ensuite, il faut que la Politique reprenne son sens d'origine : Les Citoyens sont tenus de discuter de l'organisation de la cité, de sa gestion. Chacun exprime son point de vue dans le respect des autres, et alimente ainsi la réflexion collective, le but étant de trouver les solutions les plus adaptées, les plus justes....

Si on ne trouve pas de consensus à la suite du débat, on peut si c'est nécessaire recourir au vote. Concrètement, face à un projet précis, on convoque une assemblée citoyenne ouverte à tous, (C'est l'agora des grecs qui ont inventé cette fameuse démocratie). Les habitants dans ce cas peuvent discuter de ce qu'ils souhaitent en toute transparence et au final ceux qui portent le projet le font avec l'accord des autres citoyens....

Face à des choix d'orientations plus généraux et sur le long terme, mais qui concernent aussi la vie de chacun, on peut provoquer un débat via différents médias avant de consulter l'ensemble des électeurs. (Référendum d'Initiative Locale.)

Quelques exemples de débats de fond :

- Faut-il privilégier les industries et l'emploi, créer de nouvelles zones d'activité, ou préserver les terres agricoles ?
- Faut-il prioriser les transports collectifs, les mobilités douces ou la voiture individuelle ?
- Faut-il favoriser la tranquillité et le silence, ou organiser plus de fêtes et d'évènements ?

Et à partir de ces choix d'orientation les habitants peuvent porter des projets qui vont dans le sens communément décidé.

Cette démocratie locale participative n'est pas une utopie. Bien des sociétés ont fonctionné, et fonctionnent encore selon un schéma de démocratie directe. Actuellement une centaine de communes en France (grandes, moyennes et petites) sont administrées partiellement ou totalement sous le régime de la démocratie participative et citoyenne, ou se revendiquent du "communalisme", terme popularisé par le philosophe Muray Bookchin.

Notre Collectif "Vivre Ensemble Putanges" souhaite avancer dans cette direction et s'en donne les moyens.

1. Une délégation du collectif est allée aux rencontres nationales de "Fréquence Commune", dans les Deux Sèvres, le 1er weekend de Novembre.
2. Nous avons organisé une soirée d'information et de débat le vendredi 24 novembre à la Salle des fêtes de Ménil Gondouin, avec la participation du Co-fondateur national de "Fréquence commune", la coopérative des communes et collectifs participatifs.
3. Le samedi 25, toute la journée, les participants motivés ont pu prendre part à des ateliers sur ces sujets

Le retour en détail de ces temps, dans le prochain pavé bien entendu !



## Erratum

Dans le dernier numéro, le local du secours populaire dont nous parlons n'est pas situé dans la grande rue, mais près de l'église. Toutes nos excuses pour cette erreur.

